

Les subsides

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'invoque le Règlement, madame le président. Je n'étais pas certain si c'était le député de Winnipeg-Sud-Centre ou moi qui devais prendre la parole le premier. Je suis le député de Winnipeg-Nord-Centre et j'arrive de la réunion du comité permanent de la santé, du bien-être et des affaires sociales où j'ai fait valoir mes idées sur la question des pensions.

M. Horner: Madame le président, le député de Winnipeg-Nord-Centre était présent à la Chambre. Bien que ce parti se soit présenté aux yeux de la population comme le champion de la démocratie et le protecteur du prestige de la Chambre, il n'a fourni qu'un seul participant au présent débat, et les députés de ce parti à assister au débat ont été très peu nombreux.

Dans son discours de cet après-midi, le premier ministre a beaucoup insisté sur le fait qu'aucun autre premier ministre depuis 12 ans n'avait été contraint de faire ce qu'il a dû faire aujourd'hui et qu'à son avis, un premier ministre ne devrait pas être appelé à justifier ses dépenses. Nul n'ignore au Canada, madame le président, que le premier ministre actuel est le plus grand voyageur...

M. Coates: Depuis Marco Polo!

M. Horner: Et il a eu le front de se plaindre de ce que la Chambre voulait examiner ses dépenses. Il a trouvé à redire au discours que le très honorable député de Prince-Albert a consacré à ses dépenses. Il y a une quinzaine d'années, alors qu'il était premier ministre, le très honorable député a fait le tour du monde. Il est vrai qu'il a fait ce voyage en compagnie de sa femme et de son frère mais c'est lui-même qui a payé les dépenses de son frère. Je me souviens que la Chambre avait jugé opportun de scruter ses dépenses de voyage, estimant sans doute que le premier ministre avait commis une très grande faute en faisant le tour du monde, faute qu'il avait aggravée en se faisant accompagner par son frère.

Le premier ministre actuel irait sur la lune s'il pensait y trouver quelqu'un avec qui s'entretenir ou s'il pouvait y faire un peu de ski. Il existe maintenant des skis de matière plastique qui permettent de skier sur le sable; aussi, pourrait-il peut-être skier sur la lune et faire aussi bien qu'à l'occasion de certains de ses voyages terrestres. D'après certains des journalistes qui l'accompagneront lors de sa tournée européenne de deux semaines, le premier ministre a consacré 20 heures à des entretiens et le reste du temps à faire du ski! Il est bien connu que le premier ministre actuel a la réputation d'être un globe-trotter...

M. Blais: J'invoque le Règlement, madame le président. Comme j'ai accompagné le premier ministre lors de sa tournée, je tiens à dire au député de Crowfoot que s'il désirait accompagner le premier ministre à l'occasion de son prochain voyage, je pourrais essayer d'arranger les choses pour que cela se fasse, afin qu'il puisse se rendre compte que l'on passe plus de 20 heures...

M. Horner: Je serais heureux d'accompagner le premier ministre, mais je n'excelle pas à la plongée sous-marine bien que je sois dans une excellente forme physique, et il y a longtemps que je ne fais plus de ski.

Une voix: Vous pourriez vous balader à dos d'éléphant.

M. Horner: Si le premier ministre veut s'essayer à d'autres activités qui peuvent être tout aussi amusantes, je suis d'accord. Je joue au golf depuis que je suis à Ottawa et je serais heureux d'accompagner le premier ministre en

voyage s'il voulait se livrer à ce sport. S'il voulait s'essayer à prendre des veaux au lasso comme le font les cowboys, je serais heureux de l'accompagner en voyage et de lui montrer comment s'y prendre, mais je crois qu'il devrait se montrer un peu plus prudent dans ce cas. Il se peut qu'il ne soit pas en assez bonne forme pour le faire.

Je vais maintenant passer aux problèmes parlementaires, madame le président. Le député de Mississauga a exposé précédemment dans son intervention ce qu'il croyait que le Parlement devrait faire. Il a dit que le Parlement ne devrait pas s'attarder à l'examen des projets de loi mais procéder beaucoup plus rapidement que nous ne le faisons actuellement. Le député a parlé de Petro-Canada. Après la présentation du bill C-32 à la Chambre, la première chose que l'on a sue, c'est que le ministre avait 24 amendements à proposer, et avant que nous en eussions terminé l'étude, il en ajoutait encore plusieurs. Le député a pris part au débat sur le bill C-2 et je ne sais pas combien de fournées d'amendements le ministre proposa d'apporter au bill. Ce serait péché que le Parlement adopte un projet de loi sans l'étudier surtout si le gouvernement ne l'a même pas formulé soigneusement.

Cet après-midi, au comité permanent de l'agriculture, nous avons adopté un projet de loi, après que le ministre et son ministère y eurent apporté trois ou quatre amendements. Le ministre nous a dit «Voilà ce que je voulais dire, nous devrions le modifier ainsi.» L'opposition estimait en effet que ces amendements amélioreraient le projet de loi. Nous participons souvent à la formulation des amendements; c'est là notre rôle, notre devoir, et c'est chose courante au Parlement.

On a beaucoup parlé de perte de temps à la Chambre. Le Parlement n'est pas une machine à mesures législatives, madame le président; le Parlement a pour rôle d'encourager les échanges d'idées, le développement de la pensée. Combien de temps la Chambre a-t-elle perdu à parler de l'économie du pays? Bien peu. La plupart des mesures législatives inscrites au *Feuilleton* n'ont pas trait à l'économie. Le ministre des Finances a pris la parole dans presque toutes les assemblées et tous les forums au Canada déclarant aux Canadiens que le pays est dans une situation critique qu'il s'inquiète du problème de la balance des paiements, de l'inflation, qu'il cherche à réaliser une sorte de consensus. Pourquoi le Parlement n'a-t-il pas réglé ce problème ces mois derniers?

Le gouvernement actuel ne s'est pas préoccupé du bien-être économique du pays bien qu'il se soit inquiété de presque tout le reste. Le premier ministre conçoit le Canada comme une sorte d'escale où, de temps à autre, il vient faire un contrôle avant de s'envoler vers des cieux étrangers. Voilà comment il conçoit le Canada. Il ne s'inquiète pas de l'économie canadienne, il ne s'en est jamais inquiété; ce dont il se soucie c'est de certains concepts sociaux.

La *Gazette* de Montréal a consacré une page entière, il y a quelques jours, à une interview avec le premier ministre, au cours de laquelle il aurait déclaré: «Oublions l'aspect technique du gouvernement du pays». Il ne veut même pas se préoccuper de l'aspect technique de l'appareil gouvernemental, madame le président! Il fait fonctionner les planches à billets.

L'amendement du député de Peace River est tout à fait à propos. Ramenons les dépenses du Cabinet du premier ministre à seulement 12 p. 100 de plus que l'an dernier. Ce serait un bon exemple à donner à tous les gouvernements au Canada.